



**Les Amis  
de la Terre  
Gironde**

**généralions  
FUTURES**



**LES JEUNES  
ÉCOLOGISTES  
BORDEAUX-AQUITAINE**

**INFO MEDOC  
PESTICIDES**

## **Dossier de presse**

### **Conférence de presse - Jeudi 26 mai 2016**

#### **I Contexte**

**François Hollande viendra prochainement inaugurer la Cité du Vin à Bordeaux**, sa venue sera l'occasion pour nos organisations : Les Amis de la Terre Gironde, Générations Futures, le Collectif Info Médoc Pesticides, les Jeunes écologistes de Bordeaux Aquitaine et Vigilance OGM33 ainsi que Valérie Murat et Marie Lys Bibeyran, **d'interpeller le chef de l'État autour de l'usage des pesticides et le pousser à prendre des mesures fortes pour leur interdiction.**

Alors qu'en Gironde, La culture de la vigne, avec moins de 3 % de la surface agricole utile, engloutit 20 % des pesticides utilisés en France, **nous demandons la mise en place d'un plan de sortie rapide des pesticides daté et chiffré, accompagnement et aides à la conversion, reconnaissance des victimes, promotion d'un système agricole sans danger pour la santé et l'environnement,**

Avec pour vocation de "*valoriser et transmettre au plus grand nombre le patrimoine culturel, universel et vivant qu'est le vin*", la Cité du vin de Bordeaux ambitionne d'accueillir plus de 450 000 visiteurs par an et de devenir l'étendard du vignoble bordelais à travers le monde. Seul bémol, l'omerta autour de l'usage des pesticides en viticulture.

A haute valeur symbolique, la Cité du Vin ne doit pas être le lieu du déni de l'existence des effets nocifs pour la santé et l'environnement de l'usage des pesticides en agriculture. Des solutions alternatives et des pratiques vertueuses existent déjà et dessinent les contours d'une agriculture durable et soutenable.

## Il Ce que nous demandons

### 1) Un plan de sortie rapide des Pesticides, daté et chiffré, assorti d'un plan d'accompagnement à la conversion des paysans

Nous demandons la mise en place immédiate d'une **transition vers** une viticulture et plus largement **une agriculture sans pesticide**. Cette transition passe inévitablement par un **renversement du modèle agricole dominant, financiarisé et mondialisé**, basé sur la monoculture, le productivisme, les intrants chimiques et les biotechnologies, et ce avec la complicité des industriels de la transformation et de la grande distribution.

**Le plan de sortie doit dès le départ comporter un agenda précis avec des engagements chiffrés et datés, à commencer par des interdictions immédiates** (épandage à proximité d'écoles, épandages aériens, utilisation de pesticides Cancérigène, Mutagènes, Reprotoxiques, développement des biotechnologies et OGM herbicides, etc..), et d'autres **engagements progressifs pour une sortie rapide et complète dans les quelques années à venir**.

*« Nous savons que cette transition peut prendre du temps, c'est pourquoi elle doit être amorcée immédiatement, d'autant plus que les effets des pesticides se font encore sentir plusieurs dizaines d'années après leur interdiction. »* Marie Lys Bibeyran

**Cette transition doit être accompagnée par un plan de reconversion sur plusieurs années**, afin d'aider les paysan-ne-s et les viticulteur-riche-s – techniquement, financièrement et par des formations suivies – dans leur **transition vers une agriculture plus humaine et véritablement agro-écologique** dont l'agriculture biologique est l'exemple. **Les mesures d'accompagnement, techniques et financières, pourrait durer jusqu'à la maîtrise suffisante** des pratiques agrobiologiques par les paysans et la stabilité de leurs productions.

*« En tant qu'organisation de jeunesse, nous sommes conscient-e-s des défis que notre génération devra surmonter pour conserver une planète vivable pour toutes et tous.. »* Ophélie Colomb – Jeunes Ecologistes Bordeaux – Aquitaine

*« L'association Vigilance OGM33 estime que le temps de ce changement, formations et conversions incluses, ne devra pas dépasser cinq ans pour qu'enfin, une interdiction totale de la vente et de l'utilisation des pesticides soit effective à 100 % sur l'ensemble du territoire c'est à dire en janvier 2022. »* Jacky Berrahil de Vigilance OGM33

**Nous demandons l'introduction des PNPP** : Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP) **comme alternative aux pesticides** tel le purin d'ortie, sous forme d'extrait fermenté, décoction, infusion, mais aussi d'argile, vinaigre blanc, petit lait... Une réalité bien ancrée dans les pays voisins comme l'Allemagne. *« En France, les PNPP se heurtent à des blocages très bénéfiques pour les firmes phytopharmaceutiques. Le décret d'application indispensable, pourtant rédigé, n'est toujours pas publié. Cela fait 10 ans qu'administration et gouvernement bloquent l'utilisation des PNPP, alternative que de nombreux agriculteurs, jardiniers et collectivités locales sont disposés à utiliser. »* affirment les Amis de la Terre Gironde

## **2) L'interdiction immédiate de certains produits et pratiques**

Nous demandons **l'interdiction totale de l'utilisation de tous les pesticides de synthèse, dangereux pour la santé et l'environnement (ceux pouvant perturber le système hormonal, pouvant être cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction, neurotoxique etc.)**

*« Nous sommes quotidiennement exposés à ces produits phytosanitaires dangereux pour la santé humaine, c'est maintenant avéré . Nos gouvernements ont le devoir de garantir la protection des citoyens qui doit passer avant les intérêts financiers des firmes de l'agro-buisness. . »* Romain Porcheron des Amis de la Terre Gironde

*« On nous disait il y a quelques années que le glyphosate par exemple, herbicide le plus vendu au monde était biodégradable, or, ce n'est pas vrai, car on le retrouve – soit lui, soit son produit de dégradation appelé AMPA – dans quasiment 100 % des analyses effectuées dans les eaux souterraines et de distribution en France »* Nadine Lauerjat, de Générations futures.

**Nous exigeons le traitement des zones sensibles** (écoles, crèches, maisons de retraite etc.) **exclusivement en bio ou bio-dynamie**, pratiques respectueuses de l'homme et de l'environnement et **unique garantie du principe de précaution pour une exposition zéro.**

**Nous demandons l'interdiction des obligations de traitement** pour certaines maladies ciblées, type flavescence dorée.

Nous demandons **l'interdiction des cultures et importations d'OGM** quelles que soient leurs techniques d'obtention.

*« Les biotechnologies n'apporteront pas la solution ! Les OGM, anciens ou nouveaux, cachés ou non, dans la vigne comme ailleurs doivent être interdits car, soit ils produisent un insecticide, soit ils sont imbibés d'herbicide, soit les deux. »* rappelle Jacky Berrahil de Vigilance OGM33

*« On ne cesse de vouloir nous convaincre des bienfaits des OGM tolérants au glyphosate, ce qui ne peut qu'augmenter encore les volumes de cet agro-toxique déversés sur les champs. Les Amis de la Terre demandent aux pouvoirs publics français et européens de mettre enfin en place des mesures de contrôle pour protéger les citoyens et l'environnement. »* Romain Porcheron des Amis de la Terre Gironde.

Nous exigeons **l'interdiction des pulvérisations aériennes** (épandages aériens) et ce sur tout type de cultures, avec le **retrait de la possibilité pour la préfecture de délivrer des dérogations.**

Nous demandons **l'interdiction de pulvérisation les weekends et jours fériés** en laissant la possibilité de dérogations exceptionnelles en cas de menaces réelles et imprévisibles sur la récolte.

Nous demandons **l'interdiction de pulvériser des pesticides de synthèse le long des fossés, des ruchers et autres lieux de biodiversité** (trame verte et bleue)

### **3) Une communication transparente sur les épandages**

Nous **demandons l'obligation de communiquer clairement et de manière transparente** sur épandages pratiqués avec :

- **la mise en place d'outils (site internet) dédiés aux épandages** (conditions météo, les messages d'alerte sur les conseils d'épandage envoyés aux agriculteurs par les coopératives et autres services professionnels) comme cela se pratique dans d'autres pays ainsi que **l'adoption d'une signalétique, très explicite et suffisamment visible par tous, le long des routes et chemins traversant ou longeant les zones de pulvérisations** de pesticides.

- **Une information transparente et systématique auprès de riverains sur l'identité des pesticides utilisés et les risques sanitaires induits préalablement au traitement** en précisant les jours de traitements et le nom des produits épandus, afin de permettre aux personnes exposées de se protéger autant que possible.

*« Etre exposé aux pesticides et ne pas avoir accès à l'identité de ces poisons c'est être condamné à une double peine ! La transparence doit devenir la règle quant aux pratiques de la profession viticole et quant aux produits utilisés et aux risques qu'ils sont susceptibles d'induire au vu des connaissances scientifiques. »* Marie Lys Bibeyran du Collectif Info Médoc Pesticides

### **4) La protection des riverains et travailleurs agricoles**

**Nous demandons à ce que soit rendue obligatoire l'application de produits homologués** pour la viticulture biologique sur toutes les vignes situées **aux abords des écoles, et de toute infrastructure sportive et culturelle accueillant nos enfants.**

*« Plus de 86 000 personnes ont signé la pétition portant cette revendication, au nom du principe de précaution et compte tenu des avancées scientifiques sur les effets sanitaires des pesticides, les pouvoirs publics doivent prendre toute la mesure du problème en protégeant les plus vulnérables au premier rang desquels les enfants ».* Ajoute Marie Lys Bibeyran

**Nous demandons à ce que la réglementation évolue de manière à protéger les riverains et notamment avec la mise en place d'une zone tampon** sans pulvérisation à proximité de tous les lieux de vie.

*« Generations futures réclame notamment la création d'une zone tampon minimale de 100 mètres sans pulvérisations à proximité de tous les lieux de vie et l'inscription de cette distance dans les documents d'urbanisme et des Règlements Sanitaires Départementaux. »* souligne Nadine Lauerjat

Nous demandons la **mise en place dans chaque région de capteurs aux abords des zones traitées et chez les particuliers pour vérifier, confirmer ou infirmer la dérive des pesticides.**

Nous demandons **la diminution de l'exposition des travailleurs agricoles** notamment avec

**l'augmentation du délai de ré entrée** (c'est à dire la ré entrée dans le champs pour y travailler après les pulvérisations) qu'il passe de 48h maximum à 48h minimum.

Les salariés agricoles sont les premiers touchés et les informations concernant leur exposition sont rares, voir impossibles à trouver. **Nous demandons à ce qu'ils aient accès à l'information en toute transparence sur l'identité des produits qu'ils utilisent et qu'ils soient en mesure de quantifier le danger.** Nous demandons à ce que le code du travail prévu à ce sujet soit appliqué.

Nous demandons à ce que **les procédures de reconnaissance des maladies professionnelles soient facilitées.**

*« Nous demandons la Création d'un Comité de suivi des expositions, composé d'épidémiologistes, d'environnementalistes, et de tous les syndicats de professionnels, mais également de victimes, de la Mutualité Sociale Agricole, de l'Agence Régionale de la santé, etc. comme demandé lors de notre rendez vous avec le Préfet. »* insiste Valérie Murat qui n'a, à ce jour, reçu aucun engagement de la préfecture sur cette proposition.

### **III Organisation d'une action symbolique « Die In » lors de l'inauguration**

Lors de l'inauguration de la Cité du Vin, nous serons présent-e-s en masse, déterminé-e-s et non-violent-e-s le 31 mai 2016 entre 12h et 14h pour rappeler que les pesticides ont tué, tuent et continueront de tuer, et ce, tant que l'État ne prendra pas des mesures fortes pour leur interdiction.

Nous symboliserons lors de cette action pacifiste et symbolique toutes les victimes des pesticides par un die-in géant : scène de crime aux pesticides avec des personnes couchées par terre. Nous appelons toutes les personnes qui souhaitent réaliser cette scène de crime aux pesticides, à se rassembler devant la Cité du Vin dans un esprit totalement non violent.

#### **Principes de l'action :**

Nous appelons à participer à cette action de désobéissance civile dans l'esprit de l'action non-violente, assumée et menée à visage découvert, en respectant les personnes et les biens tout en affichant notre détermination. Sur place, nous ne dégraderons rien, nous ferons uniquement usage de méthodes et techniques non-violentes, et nous ne participerons pas à la surenchère. Nous sommes attaché-e-s à garantir la sécurité des individus présents sur les lieux de nos actions.

## Les prochaines dates à retenir :

- **Mardi 31 mai : DIE IN Géant** – scène de crime aux pesticides : Cité du Vin à 12h
- **Lundi 6 juin : Conférence-débat** autour du TAFTA et ses conséquences sur notre agriculture et notre alimentation -, 19h - 21h30 - IUT Bordeaux Montaigne, avec les Amis de la Terre Gironde, Confédération paysanne 33, Greenpeace Bordeaux, ATTAC 33, Jeunes écologistes Bordeaux Aquitaine
- **Samedi 11 juin : Rassemblement "TAFTA** : « un monde à l'envers », 14h30 – 17h30 - Place Pey Berland, Bordeaux
- **Mercredi 15 juin : 1ère AUDIENCE du procès engagé par Valérie Murat** pour que son père soit reconnu victime de l'industrie chimique en plus de la procédure au pénal – Mobilisation de soutien devant la CIVI à Bordeaux le 15 juin à 14h / Tribunal de Grande instance

## Lien utiles :

[Le Site de Générations futures](#) et [Le site et la carte des victimes des pesticides de Génération futures](#)  
[Le Site Info Medoc Pesticides](#)  
[Les Site des Amis de la Terre / Souveraineté Alimentaire](#)  
[Le site de Vigilance OGM33](#)  
[Le Site des JEBA](#)  
[Le Site Alerte Medecins pesticides](#)

## Contacts Presse :

**Les Amis de la Terre Gironde** : Romain Porcheron 06 63 43 96 57  
**Générations Futures** : Valérie Murat : 06.11.52.65.97, au National : Nadine Laverjeat 06.87.56.27.54 / Antenne de Bordeaux Cyril Giraud 06.76.14.77.66  
**Collectif Info Medoc Pesticides** : Marie Lys Bibeyran : 06.64.21.89.23  
**Les Jeunes écologistes Bordeaux-Aquitaine** : Ophélie Colomb : 06.71.66.53.05  
**Vigilance OGM33** : Jacky Berrahil : 05.56.25.59.09 / 06.33.40.29.02

*« Si le Bordelais ne change pas ses pratiques, en passant par des obligations légales, des accompagnements techniques et financiers, la cité du vin risque de manquer d'éclat pour être à la hauteur de son orgueil d'être la capitale de l'oenotourisme. »* insiste Valérie Murat

*« Au regard de l'exposition permanente qui sera proposée au public, tout porte à croire que les impacts environnementaux et sanitaires de l'utilisation massive des pesticides en agriculture et en viticulture seront érudés. »* Romain Porcheron des Amis de la Terre Gironde

*« La Cité du Vin telle qu'elle a été pensée est la vitrine d'une viticulture du passé, sous perfusion d'intrants chimiques, qui tuent et compromettent la santé des hommes, des femmes et des sols. Ce n'est pas de cette agriculture que nous voulons. La Cité du vin doit être, au contraire, la vitrine des vins biologiques et naturels, qui sont l'avenir de la viticulture »,* ajoute Ophélie Colomb, co-secrétaire des JEBA.